

La démocratie
est en danger



-entrevista

- "Témoignage Chretien" n° 1897
- journaliste: Alain Echegut

17 nov. 1980

MARIA DE LOURDES PINTASILGO

PRIMEIRA MINISTRA

Fundação Cuidar o Futuro

étranger

PORTUGAL

La démocratie est en danger

Un entretien avec Maria-Lurdes Pintassilgo

La droite portugaise est sortie victorieuse des élections législatives d'octobre dernier. Elle poursuit son offensive en vue des élections présidentielles de décembre prochain. Nous nous sommes entretenus de l'avenir de la démocratie au Portugal avec Mme Pintassilgo, ancien Premier ministre de ce pays où la liberté eut, un temps, couleur d'œillet (1).

• Quels enseignements tirez-vous de la défaite de la gauche aux élections législatives du mois d'octobre ?

— La gauche s'est en effet éloignée des possibilités de rétablir une majorité au parlement. Mais en chiffres absolus, elle reste majoritaire dans le pays, puisque la coalition de droite *Alliance démocratique* n'obtient que 47,5 % des voix. Toutefois, avec la fameuse méthode électorale Hondt, la droite obtient un plus grand nombre de sièges.

La campagne électorale a cependant montré qu'il existait dans le pays un très vaste mouvement social qui souhaitait plus de justice, de liberté, d'innovation et de responsabilité. Or, ce vaste élan populaire n'a pas eu une traduction électorale. Enfin, une question importante se pose : est-il possible, dans l'époque que nous vivons, de maintenir un élan de transformation sociale et de progrès pendant un délai suffisant pour changer les structures de la société sans porter atteinte aux institutions démocratiques ? Pendant deux ans nous avons vécu une agitation très profonde. Puis, graduellement, une sorte de stabilisation s'est instaurée. Ou bien l'agitation n'est pas allée suffisamment loin. Ou d'autres mécanismes démocratiques auraient du intervenir pour la faire déboucher ailleurs.

La crainte de Dieu

• C'était pourtant le rôle des partis politiques ?

— Pas seulement ! C'est aussi le rôle des associations populaires diverses. D'ailleurs, actuellement, elles sont les plus dynamiques, car elles prennent réellement en compte les besoins et les aspirations des personnes et des groupes. Finalement, les partis ont eu un comportement très conservateur. Ils ont canalisé la révolution dans leur jeu politique traditionnel et celle-ci a perdu toute sa vitalité.

• Comment expliquez le mauvais score du PC aux élections ?

— Les Portugais n'ont pas oublié l'essai de prise de pouvoir par les communistes en 1975. Avec le temps et avec l'« aide » du clergé, cet événement s'est transformé en fantasme au niveau de l'inconscient collectif. Ainsi, lors des précédentes élections de décembre 1979, un tract était distribué qui disait, en substance : « *Oui, tu peux voter pour n'importe quel parti. Tu es libre. Personne ne te voit. Mais*

n'oublies pas. Dieu, lui, il te voit. » De telles actions influencent les consciences du peuple dans la mesure où tous les Portugais sont victimes d'un sentiment religieux très primaire que j'appelle « la crainte de Dieu ».

De plus, il faut noter un phénomène étrange mais réel du point de vue sociologique : c'est le comportement de certaines couches de salariés. Pour comprendre, il faut se souvenir que l'établissement du salaire minimum, en 1974, a touché 60 % des ouvriers. Cela a

signifié, pour beaucoup d'entre eux, le doublement de leur salaire. Or, dans ces couches de la population, le mari et la femme travaillent bien souvent. Donc, en terme de revenus, ces salariés ont atteint un palier qui — à leurs yeux — ne les situe plus au niveau du prolétariat, mais qui les apparente à la petite bourgeoisie. Ce phénomène a évidemment trouvé une traduction électorale négative pour la gauche. Car la gauche n'a pas trouvé d'autre langage que celui qui se résume à l'affrontement des riches et des pauvres.

• Une récente conférence de presse du général Eanes a provoqué une crise grave au sein du PS. Pour quelles raisons ?

— Je conviens qu'en terme de clarification classique gauche-droite on a du mal à saisir la pensée du général Eanes. Pour lui, le plus important a été d'assurer le fonctionnement normal de la démocratie politique. C'est à ce niveau là qu'il faut analyser toutes ses décisions.

Bien sûr, lors de cette fameuse conférence de presse, le président de la République a prononcé des paroles maladroites. Il semblait dire en effet que son projet politique coïncidait avec celui de la coalition de droite au pouvoir. Mais trois jours plus tard, dans une série d'interviews, il a bien indiqué que s'il respectait le jeu démocratique (donc la reconnaissance de la victoire de la droite aux élections), il refusait de cautionner tout renversement du régime par des actes non constitutionnels.

Un plébiscite à la Pinochet

En effet, aujourd'hui, la question des présidentielles ne se pose pas en termes d'élection de président de gauche ou de droite. Il s'agit de savoir si le peuple portugais va élire un président qui respecte fidèlement l'essentiel de la Constitution, y inclus les conditions de sa révision. Car la coalition au pouvoir menace de faire cette révision par voix de référendum. Une espèce de plébiscite à la Pinochet qui lui permettra d'abuser de son pouvoir et de le perpétuer.

• Dans l'hypothèse d'une élection du candidat de droite, le général Soarès Carneiro, la démocratie est-elle menacée ? Dans quelle perspective se situera votre action ?

— Oui ! la démocratie est menacée avec l'élection du général Soarès Carneiro. Déjà, actuellement, la liberté de l'information est remise en cause par le gouvernement de

Maria-Lurdes Pintassilgo.
Il s'agit de savoir si le peuple portugais va élire un président qui respecte la Constitution, ou non.



(Jean Rabinovici)

• SUITE PAGE 18

• SUITE DE LA PAGE 17

droite. Et la manière dont l'Alliance démocratique présente son candidat me fait penser à l'époque de Salazar.

Dans cette hypothèse, que nous restera-t-il ? Sauver l'esprit du 25 avril ! C'est dans le mouvement social que cette espérance est vivante. Le Portugal a montré que l'on ne pouvait plus vivre, changer les gouvernements et les orientations de la société en proposant simplement une inflation réduite et un quelconque taux de chômage. Bien sûr ces problèmes ne doivent pas être ignorés. Mais on ne peut pas avoir une dynamique sociale sans proposer des objectifs qui dépassent la gestion du quotidien.

A la recherche de nouvelles voies

Il y a actuellement dans le pays, ce que j'appelle « l'ébauche d'un mouvement social ». On y trouve des gens qui votent pour des partis différents, mais qui disposent d'une certaine liberté de langage et recherchent de nouvelles voies autres que celles proposées traditionnellement par les partis de gauche.

Il me semble que nous avons une chance inouïe pour faire un peu de travail de laboratoire au Portugal pendant les quatre années qui nous séparent des prochaines élections législatives. Il faut définir de façon nouvelle les enjeux et les acteurs. Tout ce travail doit s'effectuer en dehors du cadre strict des partis dans un premier temps. Puis, naturellement, il faudra trouver une traduction électorale. Et nous verrons alors si le PS en particulier est en condition d'absorber cette perspective.

Propos recueillis par
Alain ECHEGUT

(1) « La liberté couleur d'œillet » - Histoire du XV^{ème} siècle portugais - de Christian Rudel, Editions Favard.

**PARTICIPEZ
A
NOTRE
SOUSCRIPTION-
ABONNEMENTS**

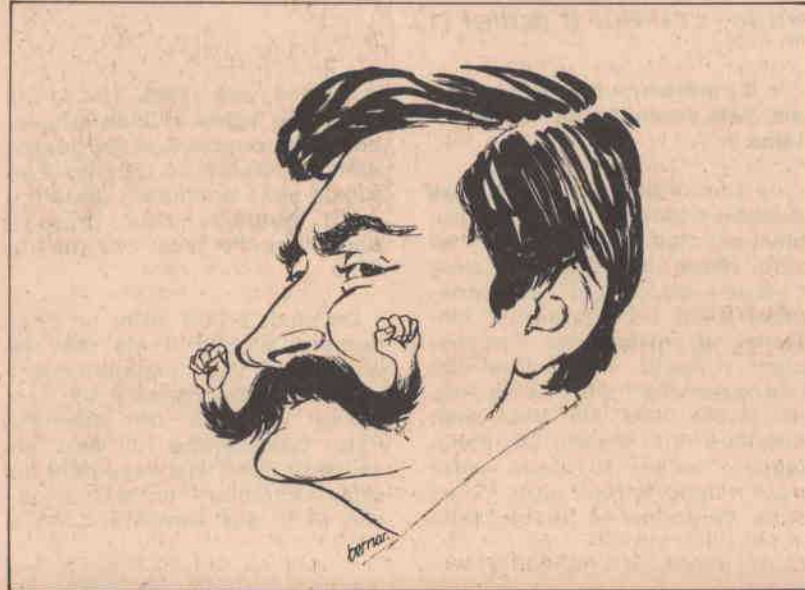
•
**Son succès
et notre avenir
dépendent
aussi de vous**

•
VOIR PAGE 31

POLOGNE

Solidarité : victoire mais...

Le lundi 10 novembre 1980 restera, quoi qu'il arrive, une date historique dans l'histoire de la Pologne. Et aussi dans celle des démocraties populaires.



Le 10 novembre marque la reconnaissance juridique en Pologne d'un syndicalisme indépendant, ce qui échappe à tous les canons marxistes léninistes.

La Cour suprême de Pologne et le gouvernement polonais ont accepté le compromis proposé par Solidarité. Ainsi, le Syndicat est enregistré dans ses statuts initialement déposés et rédigés par lui-même ; en annexe sont joints trois documents : les premiers articles des accords de Gdansk, signés le 31 août, qui comportent l'engagement du syndicat de respecter le rôle dirigeant du parti, la Constitution et les alliances de la Pologne, ainsi que les conventions 87 et 98 de l'Organisation Internationale du Travail sur les Libertés Syndicales. « Solidarité » peut maintenant s'organiser comme il le souhaite sur l'ensemble du territoire.

C'est dans la joie que ce compromis, où chaque partie a fait un pas vers l'autre, a été accueilli par la population polonaise. Bien sûr les syndicalistes les plus radicaux ne sont pas complètement satisfaits, mais Lech Walesa a su leur expliquer que c'était déjà une victoire certaine donnant une base sérieuse pour l'action future.

La signature de ce compro-

mis n'a pas été sans mal du côté du pouvoir. Il a fallu en effet toute l'autorité personnelle et tout le poids du nouveau Premier secrétaire, M. Stanislaw Kania, pour le faire accepter par ses pairs du Bureau politique. Celui-ci était en effet partagé également entre partisans de l'accord et tenants du refus. Ce qui est une preuve parmi d'autres que la direction du parti ouvrier polonais n'est toujours pas homogène et que les défenseurs de la « politique de renouveau » récemment arrivés au pouvoir, notamment le quadrige qui anime la Pologne : MM. Kania, Olszowski, Jagielski, Barcilowski, n'ont pas encore convaincu l'ensemble du parti que le processus de l'été polonais est vraiment irréversible.

Vers le rationnement

Cela dit, si le problème politique des relations syndicats-parti semble avoir connu son épilogue, le problème économique du pays est loin d'être réglé. La situation est catastrophique. Elle s'est même aggravée depuis juillet, ce que reconnaissent très honnêtement et lucidement les dirigeants polonais.

La baisse de la production au

cours des trois mois de l'été atteint les soixante-dix milliards de zlotys (1) ; les augmentations de salaire acceptées par les différents accords intervenus avec les ouvriers coûtent déjà au budget cent cinquante milliards de zlotys.

En outre, on s'attend pour l'ensemble de l'année 1980 à un déficit commercial et financier largement plus grave que celui prévu par le plan, d'où un appel qui sera nécessaire à l'aide extérieure. Par ailleurs, on attend une diminution de la production de charbon — source essentielle des revenus d'exportation — de 20 %, une baisse de la production de pommes de terre — autre source de revenus et surtout une base de nourriture pour la population — de 40 %, une chute de la construction de logement — le mal polonais par excellence — de 60 %.

On s'achemine vers le rationnement alimentaire et énergétique en Pologne, ce qui ne va pas manquer de provoquer de nouvelles tensions. Certes, Lech Walesa a appelé ses militants au travail, certes, le gouvernement veut procéder à une refonte du système économique, certes l'Eglise en appelle aussi maintenant à la patience et à la pondération, mais tout cela ne met pas immédiatement du beurre, du sucre et de la viande dans les assiettes.

Une situation qui s'apparente à celle de la quadrature du cercle, dont il faut pourtant sortir. M. Kania a rapporté de son voyage à Moscou du 30 octobre une aide supplémentaire en argent et en biens alimentaires, mais insuffisante en regard des besoins. La France a débloqué, comme l'Allemagne Fédérale, un certain nombre de crédits qui donneront aussi un bout de souffle à la Pologne. On attend, maintenant, avec impatience ce que sera l'attitude de la nouvelle administration Reagan aux Etats-Unis. Ce n'est pas le moindre paradoxe, en effet, que la réussite de l'été polonais, en particulier le destin du nouveau syndicalisme, soit d'une certaine manière dans les mains des bailleurs de fonds occidentaux !

Que la Pologne ne parvienne pas dans les prochains mois à redresser la pente et à prendre le chemin d'un assainissement économique, et il est clair alors que cela provoquera de nouvelles pressions sociales, de nouvelles revendications — car il sera difficile aux leaders modérés du syndicalisme de tenir leurs troupes trop longtemps dans un esprit de sacrifice — qui mettront en danger le fragile équilibre politique auquel on est aujourd'hui parvenu à Varsovie.

On entendra plus d'une voix à ce moment pour dire que tout